

# LE PROCESSUS ELECTORAL AU MEXIQUE EN 2006

Par Luis Pineda\*

Les élections au Mexique qui se dérouleront en juillet prochain au Mexique renouvelleront la présidence de la République, le Congrès (Sénat et Assemblée Nationale) ainsi que le gouverneur, les élus-gouverneurs des 16 arrondissements, et l'assemblée législative du District Fédéral.

Il en est de même, pour les gouvernements et les assemblées législatives de cinq états de la Fédération, pour 10 assemblées locales des 31 existantes dans le pays, et pour presque la moitié des 2.451 municipes qui composent la République mexicaine.

## La situation actuelle

La loi fédérale électorale établit que le renouvellement des pouvoirs nationaux et locaux n'est possible que par le biais de partis politiques ayant une représentation dans tout le pays. Deux états de la Fédération mexicaine font exception à cette loi, Nayarit et Veracruz, où les candidats peuvent provenir de partis ou d'organisations politiques locales lorsqu'il s'agit d'élections locales ou au niveau de l'état <sup>1</sup>.

Deux grandes alliances se sont formées pour les élections au niveau national (présidence et les deux composantes du Congrès National, les Chambres de députés et de sénateurs) : l'Alliance pour le Mexique (PRI et PVEM), et la Coalition pour le Bien de Tous (PRD, PT et Convergencia).

Ces alliances ne se maintiendront pas nécessairement à d'autres niveaux du processus électoral, mais elles ont été reprises dans certaines régions.

Représentée par le PAN, la droite est formée par la plupart des grands entrepreneurs, et des groupes financiers et des strates les plus élevés de la classe moyenne. En effet, ce parti – de l'actuel président Vicente Fox Quesada, se distingue par ses positions conservatrices sur les thèmes de portée nationale. Il a été fondé le 16 septembre 1939, a obtenu un peu plus de 30% des voix lors des dernières élections nationales (2003), devenant ainsi l'une des principales forces politiques du pays : il en est la deuxième au Congrès National et est à la tête de quelques états de la Fédération et de nombreux municipes surtout dans le *Bajío* <sup>2</sup> et au nord du pays.

Fondé en 1949 <sup>3</sup> et actuellement identifié comme de tendance centre-droite, le PRI a remporté 23% des préférences de vote aux élections nationales de 2003, passant alors au rang de deuxième force politique nationale. Ses votes proviennent historiquement des paysans, des secteurs populaires et des travailleurs syndicalisés. Il continue à détenir la majorité dans les municipes, les assemblées locales et au Congrès national, est à la tête de la moitié des états de la Fédération mais il a perdu la présidence de la République. Le PRI fait actuellement face à de sévères problèmes de légitimité et de crédibilité au sein de la plupart des secteurs qui le composent et souffre de scissions importantes qui le placent aujourd'hui troisième parmi les forces politiques du pays.

---

<sup>1</sup> Le tablier des partis politiques mexicains est composé de : a) Partis considérés grands et enregistrés au niveau national : Parti Action Nationale (PAN), Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et Parti de la Révolution Démocratique (PRD) ; Partis considérés dits petits : Parti Vert Ecologiste du Mexique (PVEM), Convergence Démocratique (Convergencia) et Parti du Travail (PT) ; partis dits conjoncturels car apparus uniquement à l'occasion de ces élections et qui luttent pour préserver leur enregistrement : le Parti Alternative Sociale, Démocrate et Paysanne (Alternative Social) et Parti Nouvelle Alliance

<sup>2</sup> [NDT] Zone agricole très conservatrice mais au poids commercial très important.

<sup>3</sup> Ses origines remontent à 1929 avec le Parti National Révolutionnaire (PNR). Le PRI a régné en parti unique pendant plus de 70 ans, jusqu'en 2000.

Pour sa part, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) fondé en 1989 est identifié comme la gauche sociale modérée, proche des secteurs de la population les moins favorisés. Il a remporté plus de 17% des votes en 2003, représentant à l'époque la troisième force politique du pays. Il est à la tête du gouvernement du District Fédéral et a la majorité à l'assemblée législative de la capitale. Depuis plus de huit ans, il est à la tête de cinq états fédératifs et d'un grand nombre de municipales. A l'instar des autres, le PRD n'a pas été exempt de problèmes de corruption et est donc touché par le discrédit de la population à l'égard des partis politiques. Malgré cela, son candidat à la présidence a un charisme qui le place au-dessus de son parti, et bénéficie de la préférence nationale, selon les sondages, depuis plus de cinq ans.

Dans la dure concurrence pour la présidence, Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), le candidat du PRD, mène dans les sondages, devançant Felipe Calderon Hinojosa (PAN) qui est son concurrent le plus proche, alors que Roberto Madrazo Pintado (PRI), reste en troisième position.

De leur côté, les candidats des partis dits « petits » n'obtiennent que deux ou trois points dans les sondages, leur seule aspiration étant d'assurer leur enregistrement et quelques sièges au Congrès.

Les élections se réaliseront dans un climat très peu favorable plein de suspicions (en raison de diverses situations et conflits sociaux) et marqué par une concurrence déloyale.

On observe en effet, l'intervention directe du gouvernement fédéral qui utilise des ressources en provenance des programmes sociaux gouvernementaux ; l'intervention démesurée, voilée ou ouverte du Président de la République pour soutenir dans les médias le candidat de son parti (Calderon), la participation directe des entreprises qui monopolisent les médias – notamment les chaînes Televisa et TV Azteca, au moyen de messages, de la distribution inéquitable des temps de parole dans les débats, d'interviews, de programmes de divertissement etc. ; les appuis financiers de groupes conservateurs du monde de la finance pour des voyages et de la propagande ; la coercition du vote des employés, entre autres, ce sont autant d'éléments qui illustrent le climat électoral. A cet égard, il est important de souligner la participation décidée des organisations multilatérales telles que l'ONU. Par exemple, avec des personnalités publiques, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) réalise une étude pour mieux connaître l'utilisation des programmes gouvernementaux à des fins électorales, le souci majeur étant qu'ils ne soient utilisés pour l'achat direct de votes. De plus, avec des représentants d'organisations civiles et sociales, le PNUD met en œuvre le *Dialogue Démocratique National*, dont la démarche est d'accompagner le processus et de promouvoir l'entente entre les partis politiques et la société, après les élections.

On observe également le soutien notoire de 16 gouverneurs du PRI et des municipales dont il a la tête, ainsi que les appuis et les actions d'intimidation des caciques ruraux, des syndicats corporatistes, des commerçants et d'autres secteurs sociaux qui lui sont proches.

De la part du PRD, on observe les séquelles des cas de corruption impliquant les fonctionnaires de son candidat lorsqu'il était gouverneur de la ville de Mexico<sup>4</sup>. Ces cas ont été mis en évidence par les médias mexicains.

Il convient de souligner le rôle et la situation de l'Institut fédéral électoral (IFE). Cet organisme est le fruit d'une longue lutte sociale et politique qui exprimait une forte exigence citoyenne pour garantir la probité des processus électoraux dans le pays et en finir avec les fraudes récurrentes. Cela dit, des réserves sont émises sur sa manière de procéder depuis l'arrivée de la nouvelle génération de conseillers qui résulte d'une manipulation faite avec l'intervention directe des partis politiques, qui a permis que la plupart des conseillers

---

<sup>4</sup> [NDT] AMLO a renoncé à son poste de « maire » de la ville de Mexico à l'automne 2005, pour pouvoir se porter candidat à l'élection présidentielle.

proviennent ou soient proches du PAN et du PRI. Cette composition des conseillers porte atteinte à la pluralité interne de l'IFE, interroge sa neutralité, réduit son indépendance ou son autonomie et, restreint la participation. Par ailleurs, des dénonciations existent sur le fait que la gestion du traitement des données préliminaires est conçue électroniquement par un proche du candidat du PAN, ce qui met en danger la garantie de l'impartialité, car on parle d'interventions mathématiques (algorithmes) pour retirer des votes aux candidats du PRI et du PRD, dans la remise des résultats préliminaires.

Les pronostiques, études, sondages et l'opinion publique pointent, pour la première fois, une course pour la présidence de la République très serrée et uniquement entre les trois premiers candidats. Les entreprises chargées des enquêtes d'opinion sur les tendances du vote sont souvent critiquées pour leur partialité et même soupçonnées de manipuler les résultats, en faveur du parti au pouvoir, le PAN.

En dépit de cela, plusieurs experts affirment que les résultats des sondages sérieux placent le candidat du PRD Lopez Obrador en tête (35%), soit sept points de plus que Calderon, du PAN (28%) et devant Madrazo, du PRI qui est encore plus distant (22%). Ils pensent aussi que, sauf événements extraordinaires, la préférence pour Obrador augmentera dans les 10 derniers jours avant le scrutin et qu'il peut remporter tant la présidence de la République que la capitale du pays.

Le 2 juillet il y aura donc un vainqueur, à condition qu'il y ait : un vote supérieur à 60% de l'électorat ; une propreté absolue du processus pour garantir sa crédibilité, en évitant l'intervention de l'Etat dans toutes ses formes et dimensions ; un arbitrage fort et transparent et ainsi qu'un pacte réel de civilité et de concorde entre les forces opposées pour reconnaître la victoire et éviter les situations d'ingouvernabilité.

Par ailleurs, les citoyens doivent voter avec responsabilité et conviction, observer le processus et au besoin, élever leur voix pour que la Loi soit respectée et pour défendre leurs votes par les voies adéquates. De même, après le processus électoral, il faut créer une attitude participative de front commun et de dialogue avec les nouvelles autorités, pour dépasser l'idée que les citoyens ne sont que des suffrages et exercent leurs droits constitutionnels. Pour leur part, les membres du nouveau gouvernement doivent appeler à l'unité et impulser des pactes stratégiques qui intègrent les secteurs et les citoyens pour créer un gouvernement co-responsable.

Traduction et adaptation : Isabelle Dos Reis et Rosa Miriam Ribeiro – Frères des Hommes

*\* Luis Pineda estudió la Licenciatura en Pedagogía en la Universidad Nacional Autónoma de México y tiene estudios de maestría en Planeación y Desarrollo por el Programa de Apoyo Multinacional de la Organización de los Estados Americanos. Actualmente, es Coordinador del Programa de Fortalecimiento Municipal y Desarrollo Local de **DECA, Equipo Pueblo**, es miembro del grupo ad hoc que integraron la Agencia de Organismos de Promoción en Latinoamérica y la Novib de Holanda para elaborar la estrategia de Desarrollo Local para América Latina, es coordinador y miembro de la junta de fiduciarios del proyecto de sistematización de experiencias de participación ciudadana Toolkit y de la Toolkit Foundation ( [www.toolkitparticipation.com](http://www.toolkitparticipation.com) ), asimismo es integrante del Grupo Iniciativa que coordina y promueve la Cumbre Iberoamericana por la Descentralización y el Desarrollo Local en América Latina*